

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 22 (1930)
Heft: 8

Artikel: Problèmes modernes des salaires
Autor: Marbach, Fritz
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-383783>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 23.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Revue syndicale suisse

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

22^{me} année

AOUT 1930

N° 8

Problèmes modernes des salaires.

Par le Dr *Fritz Marbach*, P. D.

(Conférence faite à l'Aula de l'Université à Berne,
le 13 décembre 1929.)

Les révolutions datant d'avant la guerre n'ont pas seulement atteint la nature extérieure des hommes et la société qu'ils représentent, mais elles ont frappé également tous les domaines de l'esprit humain qui sont renfermés dans l'abstraction de sa théorie. C'est plus spécialement dans le domaine de l'économie sociale que s'est produite dans une grande mesure la dépréciation de toutes les valeurs. Il suffit à cet effet de songer au changement qui s'est opéré dans les opinions sur la politique monétaire pour concevoir avec quelle rapidité on peut remplacer des convictions théoriques qui semblaient fortement ancrées, par de nouvelles connaissances. Une évolution de ce genre est en train de se produire dans le domaine de la théorie des salaires. Toutefois, ce changement doit moins être considéré comme un résultat de l'énergie même de la théorie, que comme le résultat d'un développement forcé de tout le processus de la production capitaliste. Il est vrai que la théorie des salaires a également beaucoup varié ces derniers décennies, cela sans offrir d'analogie apparente avec l'évolution de la production capitaliste, mais la transition déterminante ne s'explique que par le rapport de la cause à l'effet entre le processus de la production et la théorie. La théorie de fonds de salaire déjà combattue par Marx, telle que la préconise *Smith* par exemple, ou sous un autre aspect *Malthus* ou *John Mill*, et selon laquelle la masse des travailleurs est obligée de se diviser un fonds de salaire toujours déterminé d'avance, a été réfutée spécialement par *Lujo Brentano* à la fin du siècle dernier. (En quoi *Brentano* est allé trop loin, car il n'a pas tenu compte que la théorie du fonds de salaire est susceptible de donner plus d'ampleur aux salaires sous certaines conditions.) Le pas décisif semble dater de notre époque et s'est effectué sous la contrainte de variations fondamentales dans le procédé de la production. Ces variations décisives sont dues à la concentration et à la centralisation rapides des capitaux et au développement

non moins rapide de la rationalisation des entreprises. En d'autres mots: ce développement est devenu décisif quant aux nouvelles voies à suivre par la théorie des salaires, et qui par suite de l'effet produit par la transition entre les considérations des frais et la haute technique a créé une extension de la production ou des possibilités de production. En termes plus simples nous pourrions peut-être dire: L'extension de la production effective ou de la capacité de production dans les entreprises modernes rationalisées offre une toute nouvelle perspective à la théorie des salaires. Le fait se produit comme suit: lorsque l'intensité du capital croît (augmentation des placements de fonds, du capital brut et du capital auxiliaire en rapport avec le capital des salaires), le désir d'utiliser judicieusement les machines et les locaux de la fabrique, deviendra une nécessité absolue, afin de réduire les frais fixes, c'est-à-dire des frais, qui, quelle que soit la manière dont on tirera profit des installations, resteront totalement les mêmes, mais qui à titre d'unité de production en cas d'une utilisation judicieuse seront réduits parce qu'ils seront répartis de la même manière en plusieurs unités.

La nécessité d'une occupation sûre et de l'utilisation judicieuse donne lieu à la question de savoir dans quelle mesure il serait possible d'élever le degré d'occupation dans l'industrie, au moyen des salaires. La réponse donnée à cette question par des gens de la pratique et par les syndicats qui sont tout spécialement intéressés à la question, a créé une théorie des salaires particulière. Quelle est cette théorie? La citation du président de l'Association américaine du travail, *Green*, dont on doit la publication en Europe surtout à Jakob Marschak, nous en donne l'explication très claire. *Green* dit: Aux débuts du mouvement ouvrier on a combattu pour le salaire nominal; après s'être rendu compte que l'augmentation du salaire nominal ne suffisait plus alors que se produisait en même temps un renchérissement du coût de la vie, on a combattu pour l'augmentation du salaire réel. Le troisième stade a trait à la nouvelle revendication syndicale: Lutte pour la participation au produit intégral (produit social). Cette dernière revendication graduelle est l'expression économique de la nouvelle théorie de la nécessité d'obtenir des salaires plus élevés au moment où la production augmente. A l'exemple des théoriciens américains, tels que Kuscinsky, Foster et Catschings il serait à désirer que l'on appelle « salaire social », le salaire fixé en rapport avec le produit social, bien que malheureusement l'idée que représente le terme « salaire social » ait déjà été saisie par certains théoriciens sociaux qui préconisent la fixation du salaire suivant l'état civil et l'état de la famille de l'ouvrier. L'idée qu'exprime ce « salaire social » est déjà passablement répandue en Europe dans le sens cité en premier lieu, il a même été accepté par Adolf *Weber*. Avant de procéder à l'analyse du sens moderne que l'on attribue au « salaire social » et à l'esquisse de cette théorie qui considère l'augmentation

du salaire comme étant dans l'intérêt d'un développement favorable de la conjoncture, il nous paraît préférable de dire tout d'abord ce que l'on entend par salaire en général: Par salaire, j'entends le prix que l'on donne à la force du travail humaine et qui est influencé par les cartels tant du côté des employeurs que de celui des ouvriers, et qui dans le régime capitaliste suivant la nature des facteurs de la puissance entre le capital et le travail ne peut varier qu'entre le minimum d'existence et entre le rendement du travail moins une certaine somme due au capitaliste par suite de son monopole sur les moyens de production. Par le salaire qui permet un minimum d'existence on atteint la somme nécessaire pour acheter une quantité de vivres (dans toute l'acception du mot) permettant à l'ouvrier et à sa famille, de produire une nouvelle force de travail. Avec le temps, le salaire ne peut pas devenir inférieur à ce montant, car, le rétablissement physique de l'ouvrier et le maintien du prolétariat comme classe sociale est un élément de la production capitaliste. D'autre part, dans l'économie capitaliste, le salaire ne pourrait pas pour cette raison déjà, atteindre le rendement du travail, car celui qu'investit le capital dans le processus de la production, ou comme le dit Marx, qui a voix dans le travail veut obtenir un bénéfice, c'est-à-dire s'approprier une plus-value.

Afin d'éviter des confusions, il sied de reconnaître ce que le professeur *Diehl* fait remarquer au sujet de *Cassel*: « que les représentants du socialisme économique ont toujours déclaré que dans le socialisme il n'est également pas question de ce que les ouvriers jouissent du rendement intégral de la production, au contraire, que dans ce régime comme dans tout autre, certaines parts du rendement de la production devraient absolument être attribuées à des réserves. »

Bien que d'après la définition que nous lui avons donnée et en accord avec la réalité, le salaire jouisse d'une certaine marge, il convient de dire que jusqu'à présent il avait tendance à s'écarter très lentement du minimum d'existence physiologique. Mais le fait seul qu'il se soit éloigné réfute la théorie de la « misère absolue ». Une autre question se pose, celle de savoir si la théorie d'une « misère relative » n'apparaît pas comme parfaitement justifiée? Dans cette question nous nous arrêtons aux divers points de vue répandus en Amérique sur l'importance du salaire social. Suivant les expériences faites à l'époque de l'inflation il va de soi que le salaire nominal n'a pas grande importance. Par contre le développement du salaire réel est important. Il est reconnu que le salaire réel des travailleurs a sensiblement augmenté depuis les premiers temps de l'ère capitaliste. Là où l'ouvrier s'est organisé, il a élevé le standard de sa vie. Par contre en proportion du produit social, c'est-à-dire de la richesse universelle, la part du salaire du travailleur n'a certainement pas augmenté, au contraire. Si la statistique nous démontre que le produit social augmente dans de plus fortes proportions que le salaire de l'ouvrier, c'est alors qu'il

y a une augmentation de la « misère relative » pour les ouvriers. Il ressort donc, que le degré de vie de l'ouvrier peut s'élever dans le même espace de temps dans lequel il est soumis à une misère relative, respectivement dans l'espace dans lequel la part de l'ouvrier au produit social diminue. Cela signifie encore une fois que le salaire réel peut augmenter en même temps que le salaire social diminue, et vice versa. Par exemple, il est donc possible — des statistiques faites en Amérique en prouvent l'authenticité — qu'en Amérique le salaire réel augmente et que le salaire social diminue, alors qu'on peut être certain qu'en Russie le salaire social augmente, bien que l'ouvrier en moyenne reçoive un salaire réel inférieur à celui qu'il avait avant la guerre. En Russie, le produit social a diminué davantage que le salaire réel, ce qui fait que la part à laquelle a droit le travailleur au produit social devrait être plus grande qu'avant la guerre. Il nous paraît superflu de dire que lorsque le salaire social augmente en même temps que le salaire réel baisse, l'ouvrier sera moins satisfait à la longue que d'une situation inverse.

Depuis l'époque la plus ancienne jusqu'à la plus récente du régime capitaliste il a été démontré que l'importance du salaire social, c'est-à-dire de la part de l'ouvrier à la production totale est de la plus grande importance économique, abstraction faite de tous les postulats éthiques de n'importe quelle conception du monde. Il y a peu de temps encore, la théorie économique considérait le salaire uniquement comme faisant partie des frais et non comme revenu de l'ouvrier soit comme pouvoir d'achat.

C'est important au point de vue de la conjoncture, c'est-à-dire au point de vue du jeu parfait entre la production et les débouchés. Cela n'a eu aucune importance jusqu'au moment où la rationalisation accélérée a engendré la fabrication d'articles-types et d'articles de masse.

Le professeur *Schmalenbach* a démontré lors du congrès des techniciens de l'Organisation scientifique des entreprises à Vienne comment le développement de la formation des frais (élévation des frais « fix » et diminution des frais proportionnels) est devenu le motif principal de la transition de la libre économie à l'économie des monopoles. Il a dépeint par là la « dégression » des frais et la contrainte à la rationalisation qui est en étroit rapport avec cette dernière, comme un moteur des phénomènes économiques les plus importants des temps modernes. Il fait remarquer en outre qu'un des phénomènes les plus intéressants dans le domaine économique, réside dans le fait que le développement en lui-même contraint les entreprises modernes à s'étendre davantage, malgré le manque de demandes. Cette constatation est de la plus grande importance également en ce qui concerne les relations qu'il y a entre le salaire et la conjoncture. Ce que *Schmalenbach* nous démontre dans sa conception est confirmé par de nombreux faits que l'on retrouve dans la vie économique de tous les jours: la capacité de production

de l'économie moderne augmente d'une façon rapide quasi inconcevable. Nous disposons d'une surabondance de marchandises de greniers garnis de matières premières, de techniciens et de savants qui créent des records et des merveilles mais nous ne sommes pas capables d'écouler les produits. Car il existe encore un certain déficit de la capacité d'achat par rapport à la production ou à la capacité de production. Le développement de la capacité de production n'aura de sens que lorsqu'on prévoira d'avance que la possibilité de production sera près d'être consommée. Une augmentation sans méthode de la capacité de production sans l'accroissement de la force totale de consommation entraînera infailliblement une crise, et cela, plus la rationalisation poussera à la tendance de la fabrication de marchandises standardisées, parce que l'écoulement de ces dernières dépend du degré de la capacité d'achat de la masse. Le malaise chronique entre la capacité de la production et la production elle-même est un des faits les plus typiques de l'économie actuelle. Il est conditionné par le mépris de l'importance due à un salaire, qui tient compte de la production croissante. C'est ainsi par exemple, qu'*A. Weber* dans son étude sur l'économie politique conçoit l'utilité de l'augmentation de la productivité totale, sans tenir compte qu'un tel accroissement de la productivité est de la dissipation si elle n'est pas utilisée, ou si elle ne répand que le grand luxe. Le malaise entre la capacité de production et la production elle-même nous apprend que l'accumulation du capital déborde. Ce débordement est en relation étroite avec la répartition du revenu. En regard de la consommation et de l'accumulation il ne semble pas qu'il soit indifférent que le pouvoir d'achat de la masse ou le pouvoir total d'achat s'agrandisse à l'exemple de la capacité de production. Si le pouvoir d'achat de la masse augmente, c'est-à-dire si le salaire est plus élevé, cette augmentation se manifeste en premier lieu par une plus forte absorption des marchandises de consommation.

L'industrie de l'alimentation par exemple et les branches standards seront mieux occupées, ce qui permettra indirectement d'améliorer l'utilisation de la capacité dans les industries des moyens de production. Par contre si à la place du salaire c'est le bénéfice du chef d'entreprise ou le revenu du capital qui augmentent, il se produit alors deux choses :

1^o Au lieu qu'il y ait une tendance à une augmentation de la consommation, on constate une tendance à de nouvelles accumulations, car, un bénéficiaire d'intérêts, de dividendes ou de tantièmes par exemple, ne devrait pas utiliser son revenu à la consommation directe dans la même mesure que les salariés. Un ouvrier de Coty utilisera fort probablement un revenu supplémentaire de fr. 2000.— aux fins de satisfaire ses besoins. Coty dont les besoins matériels sont déjà satisfaits accumulera cette somme, c'est-à-dire qu'il la placera. La consommation sera donc indirecte et retardée

et donnera lieu à une nouvelle extension de la capacité de production de certaines industries. Le débouché nécessaire fera défaut et entraînera de nouvelles perspectives de crise. Il en sera ainsi qu'il en fut au Lancashire dans les dernières années: L'Amérique et l'Egypte produisent trop de coton, les coulis chinois n'ont rien pour se vêtir parce qu'ils ne possèdent pas de pouvoir d'achat et dans le Lancashire les fuseaux se sont tus parce que personne n'achète les produits. Cette accumulation qui déborde est également un problème très sérieux pour l'économie de la Suisse. La Commission d'étude des prix du Département fédéral de l'Economie publique dans sa publication donne par exemple de très intéressants renseignements sur la production et le commerce du ciment en Suisse. Par exemple: Une certaine fabrique de ciment, qui avec 130 ouvriers produit environ 7000 wagons de ciment par année devrait engager de 5 à 10 ouvriers pour obtenir une production de 12,000 wagons. La production d'un ouvrier par année s'élèverait de 538 à 875 tonnes au minimum. Il ne serait cependant pas possible d'utiliser complètement cette capacité, car le pouvoir total de l'industrie augmente de nouveau d'un coup par suite de la création de plusieurs entreprises outsiders. La Commission déclare « que la création d'outsiders dans une branche dont la capacité de production — même dans les entreprises rationnellement organisées — est suffisamment utilisée, soulève des objections sérieuses au point de vue économique. En considérant les capitaux confiés à ces entreprises, il faut envisager la possibilité d'une erreur de placement; ils peuvent en effet congestionner l'appareil de la production et donner à l'économie, une base organique peu rationnelle ». La Commission pour l'Etude des prix constate donc implicitement qu'il eut été préférable de placer ailleurs ces capitaux ou même de les employer à la consommation au lieu de faire des erreurs de placement, c'est-à-dire d'étendre la capacité de production.

2° On pourrait également supposer que la plus grande partie du surplus du revenu du capital est directement consommée. Mais, étant donné que le rentier ou le chef d'entreprise n'ont pas le même niveau d'existence que le salarié, leur consommation n'atteindra pas les articles de masse, que les fabriques sont toujours obligées de fabriquer, mais elle atteindra spécialement les articles de luxe. Il sera de ce fait porté préjudice aux fabriques d'articles de masse et cela peut provoquer de nouvelles crises. Les risques de crise sont d'autant plus grands que la demande d'articles de luxe dépend beaucoup plus du hasard que la demande d'articles standardisés.

Suivant les considérations faites dans le présent exposé, il ressort que le sens attribué à la rationalisation n'est réalisé au point de vue économique, que lorsqu'elle donne lieu à une augmentation de salaire ou à une baisse de prix, ou encore à une combinaison des deux effets (exception faite de certains cas). Il ressort en

outre que, comme le dit *Lederer*, la politique qui a pour base des salaires bas avec des prix relativement hauts conduira forcément à la diminution de la production. La capacité n'est pas mise à contribution, le progrès technique ne peut pas déployer ses effets. Il est également prouvé par là, que l'épargne, l'accumulation d'une fortune, financement autonome, quelle que soit la manière dont on s'exprime, ne doit pas nécessairement être une vertu chez l'homme.

Il va de soi que les salaires pourraient également être trop élevés, que la cote-part de l'accumulation soit trop petite pour garantir le progrès économique et surtout le progrès technique. Il faut reconnaître que cela ne peut être d'une importance fondamentale dans notre exposé, car ce n'est qu'au point de vue d'une certaine politique qu'il n'est pas indifférent de savoir s'il s'agit d'une accumulation de la part de l'ouvrier ou de la part du patron. *Lederer* fait ressortir ce fait tout spécialement, dans son enquête sur la misère des nations, sous forme d'une réponse à Cassel.

Ce serait faire erreur que de supposer que toute augmentation de salaire est supportée par les capitalistes, c'est-à-dire, au point de vue absolu le fait est considéré comme tel. Mais, la considération absolue du problème économique est à l'époque d'Albert *Einstein*, aussi peu désirable que la considération absolue du tableau que représente le monde. Il ressort du sens du mot « salaire social » que la considération du salaire doit être en rapport avec la participation des salariés au produit social. Il est possible que le salaire du travail augmente en même temps que le bénéfice. Ce n'est qu'en examinant cette question économique sous un point de vue statique qu'on la juge autrement. Dès que l'on suppose un accroissement de la production totale, il est évident que le salaire réel ainsi que le bénéfice peuvent augmenter. Le chef d'entreprise ou le capital auront à supporter l'augmentation du salaire, pour autant que tout le fruit du produit social ne lui soit pas destiné. Si lors de l'accroissement du produit social la part de l'ouvrier et celle du capital en pour-cent restent les mêmes, le salaire social reste le même bien que le salaire réel augmente. La part réelle du capital est également plus importante qu'avant, bien que la part sociale reste la même. Cette réflexion renferme la solution d'un problème sociologique, soit la raison pour laquelle la situation de l'ouvrier s'est améliorée grâce au travail des syndicats, sans que l'on ait remarqué jusqu'à présent une forte détente entre les classes. Il est très curieux que ce soit précisément les partisans de l'ancienne théorie du fonds de salaire qui montrent le moins de compréhension aux exposés de ce sujet. C'est précisément les théoriciens du fonds de salaire qui associent la possibilité unique selon eux — de l'augmentation du salaire aux hypothèses d'un accroissement du capital national, c'est-à-dire à la richesse nationale. Quelques théoriciens socialistes, parmi lesquels *Hilferding*, méconnaissent l'importance qu'ont au point de vue de la conjoncture

les hauts salaires. Ils créent leurs abstractions sur une base statique de la production et ils ne voient pas le côté tragique du capitalisme qui réside dans le fait, que par suite de l'intensification du capital, de la rationalisation et du travail-type, les marchandises doivent prendre de plus en plus un caractère de marchandises standardisées. Par conséquent une amélioration du moins réelle pour le salarié est devenue l'élément d'une production courante et d'un écoulement suffisant. Je ne pars pas du point de vue que les connaissances économiques soient mesurées d'après le collège où elles ont été enseignées. Un tel procédé nous ramènerait à la scolastique. Malgré cela, il est agréable de ne pas se sentir en contradiction avec le représentant principal d'une école scientifique estimée. N'oublions donc pas de dire que Marx dont le système est tout à fait dynamique, a reconnu, que le prix de la force du travail peut augmenter sans que l'augmentation de la part du capital au produit total lui soit refusée. La théorie des hauts salaires atténuant les crises a été rejetée autrefois par les théoriciens socialistes probablement parce que le malentendu entre la capacité de production et la production elle-même n'était pas aussi puissant que de nos jours. La standardisation de la production l'était moins encore. Ensuite, il ne faut pas oublier, que la théorie de la sous-consommation à laquelle on attache une si grande importance est exagérée lorsqu'elle est considérée indépendamment à titre de théorie de crises. Si comme représentant de nombreuses théories nous prenons celle de la « Disproportionnalité de la sphère de production » la théorie monétaire des crises, la théorie de la sous-consommation ou la théorie de capitalisation de Weyermann, nous les considérons toutes comme formant une partie d'une théorie de crise, mais nous n'en reconnaissons aucune comme étant la théorie suprême. Si les représentants des sciences économiques — sans vouloir nommer personne — tenaient mieux compte de la formation complexe du problème économique et s'ils attachaient moins d'importance à la manière dont on se distingue le mieux les uns des autres, on pourrait atteindre d'intéressants résultats. Il ne serait alors plus possible de méconnaître au point où elle est méconnue, l'importance du salaire sur la conjoncture, bien que d'éminents statisticiens sur la base de chiffres et de connaissances spéciales considèrent la sous-consommation comme étant un des facteurs les plus importants des crises. Woytinsky par exemple arriva à la conclusion que le problème de la création de nouveaux débouchés devant lequel se débat l'Europe sera résolu par la nouvelle conquête de marchés d'outre-mer, par la rationalisation de l'économie interne de l'Europe et de toute la production, mais avant tout par l'augmentation de la consommation par la masse. A part les statisticiens, les chefs des syndicats, les théoriciens de l'économie, il est également d'éminents chefs d'industrie qui reconnaissent l'influence qu'exercent les bons salaires sur les crises: il s'agirait de nommer en l'occurrence: Ford, Sichler,

conseiller commercial des entreprises Lingner, Heilner, directeur général du trust du linoléum, Tobler, directeur de la fabrique de chocolat suisse, Hoover, Klein, et d'autres encore.

Une conférence ou un compte rendu ne permettent pas de traiter autrement que par une brève esquisse un problème complexe. Pour éviter des malentendus, j'ajoute que les appréciations faites dans mon exposé ont moins pour but un fait précis qu'une « moyenne économique ». Les problèmes deviennent plus complexes dès que l'on traite des cas spéciaux. Par exemple, la question des conséquences de l'augmentation des salaires dans les industries d'exportation est à elle seule d'une importance spéciale. Les considérations émises dans notre exposé sont du même ressort si nous nous arrêtons à une moyenne d'économie universelle, c'est-à-dire du moins à une concordance partiellement internationale des mesures prises en matière de salaire. Des recherches spéciales devraient être faites s'il était question de l'importance des hauts salaires pour un seul pays. La théorie que nous venons de développer ne pourrait de ce fait être réfutée, mais il est certaines restrictions qui démontreraient aux salariés combien ils dépendent des conditions de salaire de leurs collègues professionnels d'autres pays. Une autre question que nous n'avons pas traitée est celle de l'influence des salaires reportée sur la formation des prix. Il faudrait également se rendre compte des possibilités de dépressions de structure par suite de variations de salaires par à-coup (qui pourraient se produire par exemple par l'installation de nouvelles fabriques Ford en Europe). L'analyse de ce problème donnerait d'intéressants résultats mais qui seraient sensiblement en accord avec l'idée fondamentale développée, soit celle que la considération des salaires uniquement comme étant une partie des frais empêcherait le développement économique et les progrès de la culture. Il n'est pas nécessaire que la théorie de la sous-consommation soit en elle-même une théorie de crise, pour avoir son importance au point de vue de l'économie sociale.

Si pour une raison ou pour une autre il se produit des « disproportions » dans la formation entre la production et l'écoulement et si de hauts salaires devaient en atténuer les effets, on aurait par là — pour dire comme Massar — déjà une importante fonction des hauts salaires. Mais, la connaissance générale qui nous prouve qu'il en est ainsi devrait être pour l'histoire sociale un facteur des plus importants. L'accroissement général de ces connaissances serait pour le développement de la culture aussi importante que la découverte de l'imprimerie pour la science. C'est déjà au sein du système capitaliste, lors même que ses possibilités sont limitées, que la culture que nous avons eue jusqu'à présent, et qui est une culture dont seuls quelques privilégiés ont pu jouir, deviendrait une culture générale qui devrait être supérieure à celle que nous avons de nos jours.